

70 1 VI 1955
Coordination (2)
Bureau des affaires de l'Etat

L.4789/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 7 juin 1955, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur des amendements au projet d'arrêté royal "relatif à l'activité syndicale au sein des services de l'Etat", a donné le 10 juin 1955 l'avis suivant:

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e Juni 1955 door de Eerste-Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over amendementen aan het ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de syndicale actie in de Rijksdiensten", heeft de 10e Juni 1955 het volgend advies gegeven:

Observation relative à la terminologie.

Le projet modificatif reprend l'expression de "groupements syndicaux autorisés" critiquée par le Conseil d'Etat dans son avis du 1er juin 1955.

L'expression est inexacte. Le Gouvernement ne vise aucunement par le projet à soumettre à autorisation la formation d'organisations syndicales par les agents des services publics ou l'adhésion des agents à semblables organisations.

Rien n'impose de recourir à une expression qui, comme le font apparaître les explications du rapport au Roi, n'est pas employée dans son sens usuel.

Cette expression de "groupements syndicaux autorisés" pourrait faire croire que la Belgique a imposé aux organisations syndicales - au moins à celles qui groupent les agents des services publics - un régime d'autorisation préalable en contradiction avec la Convention internationale de San Francisco du 9 juillet 1948 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, convention que, comme le rappelle le rapport au Roi, la Belgique a approuvée par la loi du 13 juillet 1951. Le Conseil d'Etat estime devoir attirer l'attention du Gouvernement sur ce danger.

+

+

+

.../...

Article 15.

La modification projetée consiste à ajouter à l'article 15 un second alinéa rédigé comme suit :

"La candidature des groupements syndicaux autorisés dans les conditions fixées à l'article 2, 3°, est retenue d'office et le numéro d'ordre impair qui leur est assigné par le tirage au sort organisé par le Premier Ministre est le même dans tous les ministères et dans tous les organismes énumérés à l'article 1er, 9°.

Les autres groupements syndicaux ont un numéro d'ordre pair".

I. Il serait anormal de retenir d'office la candidature d'une organisation syndicale, quelle qu'elle soit, si les dirigeants responsables de cette organisation ne voulaient pas qu'elle prenne part à une élection. La disposition devrait donc être complétée de manière à prévoir une faculté de désistement.

Si une organisation syndicale agréée auprès de tous les ministères et organismes d'intérêt public use de cette faculté de désistement, elle cessera nécessairement de remplir la première des conditions visées à l'article 2, 3°, qui est d'obtenir un siège au comité général de consultation syndicale. Si elle remplit la seconde des conditions qui est d'être représentée au Conseil national du travail, rien n'empêche le Premier Ministre de prendre en considération le refus de l'organisation syndicale de se soumettre aux suffrages pour apprécier si celle-ci conserve un caractère suffisamment représentatif pour bénéficier d'une agrégation générale.

.../...

II. La disposition indiquée trouverait mieux sa place à l'article 16 qui grouperait ainsi toutes les dispositions relatives aux candidatures.

En conséquence des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose ci-après un texte nouveau pour les articles 15 et 16 du projet.

Article 42.

L'article 42 constitue la disposition transitoire que le Conseil d'Etat a, dans son avis du 1er juin 1955, déclarée nécessaire pour permettre, conformément aux intentions du Gouvernement, l'agrégation immédiate et la participation à la première élection des organisations syndicales bénéficiant de la reconnaissance en application de l'arrêté du 11 juillet 1949.

Le Gouvernement précise par l'article 42 nouveau la portée exacte qu'il entend donner à la mesure transitoire.

L'article 42 soulève seulement des observations de pure forme dont il est tenu compte dans le texte reproduit ci-après.

Article 43.

L'article 43 du projet dispose :

.../...

"Article 43.--

Reste ce qu'elle était au 31 décembre 1954, pour la période allant du 1er janvier 1955 à la date de la première installation des comités et conseils visés à l'article 4, la composition des comités de consultation syndicale et des conseils du personnel institués par l'arrêté du Régent du 11 juillet 1949".

Cet article est complété par les articles 44 et 45 qui, comme on l'exposera ci-dessous, fixent trois dates distinctes pour l'entrée en vigueur des dispositions du projet comme pour l'abrogation des dispositions antérieures. Ils ont ainsi pour objet notamment de maintenir explicitement en vigueur jusqu'à la date de la première installation des comités de consultation syndicale et conseils du personnel prévus par le projet, les règles relatives à la compétence et au fonctionnement des comités et conseils institués par l'arrêté du Régent du 11 juillet 1949.

I. En soi, la disposition transitoire énoncée à l'article 43 qui est accompagnée d'une abrogation de l'article 57 de l'arrêté du 11 juillet 1949, relatif à la durée des mandats des membres des comités et des conseils désignés par les organisations syndicales, ne contient aucune illégalité. Elle ne soulève pas de difficultés pour la période qui s'écoulera à partir du jour de la publication de l'arrêté royal au Moniteur jusqu'à la date de la première installation des nouveaux comités et conseils.

II. L'article 43 tend à instituer avec effet rétroactif au 1er janvier 1955, le régime transitoire qu'il organise. Dans cette mesure, il appelle des réserves semblables à celles que le Conseil d'Etat a faites dans son avis du 1er juin 1955.

- 1° En application de l'article 57 de l'arrêté du Régent du 11 juillet 1949 successivement modifié par l'arrêté du 30 mars 1953 et l'arrêté du 4 mars 1954, les mandats des membres des comités et conseils désignés par les organisations syndicales à la suite de l'élection de 1949 sont venus à expiration le 31 décembre 1954. Il y a eu incontestablement une irrégularité dans le fait qu'une nouvelle élection n'a pas été organisée et que les comités sont restés en activité avec une composition inchangée. La seule question qui se pose est de savoir si cette irrégularité relative à la consultation des comités et conseils a eu pour effet d'entacher d'excès de pouvoir les décisions administratives prises.
- 2° Dans l'hypothèse où les décisions administratives prises après consultation de comités et conseils irrégulièrement composés seraient annulables, les articles 43 à 45 du projet ne pourraient les valider. En effet, le Roi n'a pas compétence pour soustraire des actes illégaux aux sanctions prévues par l'article 107 de la Constitution ou l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946.

L'article 43 ne pourrait même valider les avis émis par les comités depuis le 1er janvier 1955. C'est pourquoi dans les cas où les arrêtés n'auraient pas encore été pris, il y aurait lieu de consulter à nouveau, et cette fois de manière régulière sur la base des dispositions transitoires, les comités ou les conseils.

.../...

3° Il se peut que pour les actes indiqués, la sanction radicale de la nullité doive être écartée eu égard au principe de la continuité du service public dont on trouve de multiples applications tant dans la jurisprudence de la Cour de cassation que dans celle des deux sections du Conseil d'Etat. (voir, par exemple, Cass., 11 juin 1953, Pas. 1953-I-787 et nombreuses références citées page 788, notes 2 et 3 - Avis du Conseil d'Etat du 17 juin 1950 sur un projet de loi prorogeant le mandat des magistrats consulaires. Doc.parl. Chambre session extraordinaire 1950, n° 10; arrêt du Conseil d'Etat du 26 mars 1954, n° 3263 - Rec. D.B., p. 312).

On ne peut toutefois identifier à la force majeure une abstention volontaire de l'autorité en vue d'une modification de la réglementation; on peut moins encore assimiler à la force majeure une négligence de l'autorité (C.E. 26 août 1949, n° 115, Rec. D.B., p. 163; 17 juillet 1952, n° 1763, Rec.D.B., p. 783; 30 octobre 1952, Rec.D.B., p. 1012; 12 octobre 1954, n° 3710, Rec. D.B., p. 846). Il n'est pas certain qu'il soient réunies en l'espèce toutes les conditions requises pour que les mandats venus à expiration puissent être considérés comme ayant été prorogés. Par contre, on pourrait soutenir que l'exercice du pouvoir réglementaire lui-même ne pouvant être paralysé, les autorités étaient, en l'absence de comités de consultation syndicale régulièrement composés, dispensées de demander l'avis des comités, du moins pour les arrêtés à prendre d'urgence. C'est au Conseil d'Etat, section d'administration, qu'il appartiendrait, le cas échéant, de se prononcer sur recours.

.../...

Si les arrêtés pris à la suite d'avis émis par des comités et conseils dont la composition n'était plus régulière, sont néanmoins valables, ils le sont par eux-mêmes et l'effet rétroactif donné à la disposition énoncée à l'article 43 est superflu.

- 4° Le Conseil d'Etat croit devoir souligner que, lorsque des fonctions publiques ou des mandats dans des commissions sont conférés à temps, il importe qu'avant l'expiration du terme fixé, les autorités administratives fassent les nouvelles nominations et désignations de manière à éviter toute interruption dans l'exercice des fonctions ou l'activité des commissions. S'abstenir de procéder ainsi, c'est créer l'insécurité juridique et soulever de nombreuses difficultés comme le projet le fait apparaître. En effet, lorsque des fonctions sont temporaires, en principe l'arrivée du terme y met fin de plein droit. Celui qui les exerçait a même l'obligation de les abandonner sous peine d'une sanction pénale (Code pénal, article 262, alinéa 2). C'est seulement lorsque sont réunies des conditions exceptionnelles qu'on peut admettre sans texte, une prorogation des fonctions qui permet à celui qui en était investi de continuer à accomplir des actes valables. Au surplus, la considération que la méconnaissance d'une disposition légale ou réglementaire n'aurait pas pour sanction la nullité de l'acte ne dispense évidemment pas les autorités administratives de se conformer à cette disposition.

La disposition transitoire énoncée à l'article 43 ne peut donc être admise que sous les réserves qui précèdent.

D'autre part, il serait préférable de l'insérer sous forme d'un second alinéa dans l'article fixant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

Articles 44 et 45.

Comme on l'a indiqué ci-dessus, les articles 44 et 45 fixent trois dates distinctes pour l'entrée en vigueur des dispositions du projet comme pour l'abrogation des dispositions antérieures :

- 1° une partie des dispositions du projet produit ses effets au 31 décembre 1954;
- 2° une seconde partie entre en vigueur le jour de la publication de l'arrêté au Moniteur belge;
- 3° une troisième partie entre seulement en vigueur le jour de la première installation des comités et conseils institués par le projet.

Les dispositions antérieures au projet sont abrogées, selon leur objet, à ces trois dates.

Ainsi conçues, les dispositions relatives aux abrogations et à l'entrée en vigueur ont l'inconvénient d'être très compliquées; en outre, certaines sont inutiles et d'autres sont inadéquates au but poursuivi.

Il va de soi, en effet, que dans les organismes d'intérêt public où les agents ne bénéficient pas encore d'un statut syndical, l'obligation de demander l'avis des comités n'existera qu'à partir de la première installation de ceux-ci.

D'autre part, l'intention du Gouvernement est manifestement de rendre avec effet rétroactif au 1er janvier 1955 certaines dispositions du projet applicables à des délégués syndicaux qui n'ont pas été agréés en application du projet mais en application de l'arrêté du 11 juillet 1949.

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis de laisser sans modification l'article abrogatoire qu'il a proposé dans son avis du 1er juin 1955 et de fixer l'entrée en vigueur de l'arrêté au jour de sa publication au Moniteur belge, en ajoutant les exceptions nécessaires.

Texte proposé par le Conseil d'Etat.

"Article 15.-

Sont communiqués aux organisations syndicales agréées, sous pli recommandé à la poste :

- 1° la date des élections;
- 2° le délai fixé pour la présentation des candidatures;
- 3° la date à laquelle un numéro d'ordre sera assigné, par tirage au sort, aux organisations syndicales dont la candidature aura été retenue.

Article 16.-

§ 1er. Les organisations syndicales agréées au sens de l'article 2, 3°, auprès de tous les ministères et organismes d'intérêt public énumérés à l'article 1er, 9°, sont considérées d'office comme candidats, sauf désistement dans les formes et délai prévus pour les actes de candidature.

Un numéro d'ordre impair, identique pour tous les ministères et organismes, leur est assigné par le tirage au sort organisé par le Premier Ministre.

.../...

§ 2. Les autres organisations syndicales peuvent présenter leur candidature auprès des ministères et organismes où elles sont agréées depuis un an au moins.

L'acte de candidature est signé par deux dirigeants responsables de l'organisation et notifié, par pli recommandé à la poste, au Ministre ou à l'organe de gestion.

Ceux-ci retiennent toutes les candidatures qui satisfont aux conditions de fond et de forme prévues respectivement à l'alinéa 1er et à l'alinéa 2.

Ils attribuent, par tirage au sort, un numéro d'ordre pair aux organisations syndicales dont la candidature a été retenue.

Article 42. A titre transitoire :

- 1° les organisations syndicales bénéficiant depuis un an au moins, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, de la reconnaissance prévue par l'arrêté du Régent du 11 juillet 1949 sont agréées de plein droit et peuvent être candidats à la première élection prévue par l'article 14;
- 2° les organisations syndicales qui avaient désigné au sein du comité interdépartemental de consultation syndicale un membre effectif ou un délégué avec voix consultative sont agréées de plein droit auprès de l'ensemble des ministères et des organismes d'intérêt public visés à l'article 1er, 9°, et sont considérées d'office, sauf désistement, comme candidats à l'élection précitée.

Opmerking betreffende de terminologie.

Het wijzigingsontwerp gebruikt andermaal de uitdrukking "gemachtigde syndicale groeperingen", waarop de Raad van State in zijn advies van 1 Juni 1955 critiek heeft uitgebracht.

Deze uitdrukking is onjuist. De bedoeling van de Regering is hoegenaamd niet, dat het personeel der openbare diensten machtiging zou behoeven om vakverenigingen te vormen of er lid van te worden.

Er is geen enkele reden om een uitdrukking te gebruiken die, zoals de uitleg in het verslag aan de Koning aantoonst, niet in haar gebruikelijke betekenis is gebezigd.

De formule "gemachtigde syndicale groeperingen" zou de indruk kunnen wekken, dat België aan de vakverenigingen, althans aan die van het personeel der openbare diensten, een voorafgaande machtiging heeft opgelegd in strijd met het internationaal verdrag van San Francisco van 9 Juli 1948 betreffende de syndicale vrijheid en de bescherming van het syndicaal recht, welk verdrag, zoals in het verslag aan de Koning is gezegd, door België bij de wet van 13 Juli 1951 is goedgekeurd. De Raad van State meent de aandacht van de Regering voor dit gevaar te moeten vragen.

+

+

+

.../...

Artikel 15.

De voorgenomen wijziging bestaat er in, dat aan artikel 15 een tweede lid wordt toegevoegd, als volgt :

"De candidatuur van de naar de vereisten als bepaald in artikel 2, 3°, gemachtigde syndicale groeperingen komen ambtshalve in aanmerking en het oneven rangnummer dat hun bij de loting ingericht door de Eerste-Minister wordt toegewezen, is hetzelfde in al de ministeries en in al de in artikel 1, 9°, opgesomde instellingen.

De overige syndicale groeperingen hebben een even rangnummer".

I. Het zou abnormaal zijn, de candidatuur van welke syndicale organisatie ook ambtshalve in aanmerking te nemen, indien haar verantwoordelijke leiders niet wensen dat zij aan de verkiezing deelneemt. Deze bepaling zou dus in zover moeten worden aangevuld , dat afstand mogelijk is.

Indien een bij alle ministeries en instellingen van openbaar nut erkende syndicale organisatie van deze mogelijkheid om afstand te doen gebruik maakt, houdt zij van zelf op, het eerste van de in artikel 2, 3°, gestelde vereisten te vervullen, namelijk een zetel behalen in de Algemene Syndicale Raad van advies. Indien zij aan de tweede van deze eisen voldoet, dit is vertegenwoordigd zijn in de nationale arbeidsraad, kan de Eerste-Minister nog altijd met de weigering van de syndicale organisatie, aan de verkiezing deel te nemen, rekening houden, om te oordelen of zij nog voldoende representatief is om voor een algemene ~~erkenning~~ in aanmerking te komen.

.../...

II. De aangehaalde bepaling zou een geschiktere plaats vinden in artikel 16, waar aldus alle bepalingen met betrekking tot de candidaturen zouden zijn samengebracht.

Op grond van deze opmerkingen stelt de Raad van State verder een nieuwe tekst voor ter vervanging van de artikelen 15 en 16 van het ontwerp.

Artikel 42.

Artikel 42 is de overgangsbepaling welke volgens 's Raads advies van 1 Juni 1955 noodzakelijk is opdat de bij toepassing van het besluit van 11 Juli 1949 erkende syndicale organisaties onmiddellijk zouden kunnen worden erkend en aan de eerste verkiezing zouden kunnen deelnemen, zoals de Regering het trouwens wenst.

Met het nieuwe artikel 42 geeft de Regering te kennen welke de juiste betekenis is die zij aan de overgangsmaatregel wil hechten.

Bij artikel 42 zijn alleen opmerkingen over de vorm te maken, waarmede de verder voorgestelde tekst rekening houdt.

Artikel 43.

Artikel 43 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 43.-

Voor het tijdperk lopende van 1 Januari 1955 tot op de datum van de eerste installatie van de raden

als bedoeld in artikel 4, blijft de samenstelling van de syndicale raden van advies en van de personeelsraden ingesteld bij het besluit van de Regent van 11 Juli 1949 zoals zij zich voordeed op 31 December 1954".

Dit artikel wordt aangevuld door de artikelen 44 en 45 waarin, zoals verder zal worden uiteengezet, drie verschillende data worden vastgesteld voor de inwerkingtreding van de ontworpen en de opheffing van de vroegere bepalingen. Deze artikelen komen er aldus op neer, uitdrukkelijk te bepalen dat de regelen met betrekking tot de bevoegdheid en de werking van de bij het besluit van 11 Juli 1949 ingestelde syndicale raden en personeelsraden in werking blijven tot de eerste installatie van de door het ontwerp bedoelde syndicale raden van advies en personeelsraden.

I. Op zich zelf is er geen onwettigheid in de overgangsbepaling van artikel 43, die gepaard gaat met de opheffing van artikel 57 van het besluit van 11 Juli 1949 met betrekking tot de duur van de mandaten van de door de syndicale organisaties aangewezen leden van de syndicale raden en personeelsraden. Er zijn geen bezwaren aan verbonden voor de periode, die gaan zal van de dag waarop het koninklijk besluit in het Staatsblad wordt bekendgemaakt, tot de dag van de eerste installatie van de nieuwe raden.

II. Artikel 43 strekt er toe, met terugwerkende kracht tot 1 Januari 1955 het daarin geregelde overgangsstelsel in te voeren. In dit opzicht maakt het een zelfde voorbehoud nodig als in 's Raads advies van 1 Juni 1955 geformuleerd.

.../...

- 1° Bij toepassing van artikel 57 van het besluit van de Regent van 11 Juli 1949, dat achtereenvolgens bij de besluiten van 30 Maart 1953 en van 4 Maart 1954 werd gewijzigd, hebben de mandaten van de door de syndicale organisaties ingevolge de verkiezing van 1949 aangewezen leden der syndicale raden en personeelsraden, een einde genomen op 31 December 1954. Een onregelmatigheid is het ongetwijfeld, dat geen nieuwe verkiezing heeft plaats gehad en dat de raden met dezelfde samenstelling zijn blijven voortwerken. De vraag blijft nu alleen, of deze onregelmatigheid met betrekking tot de adviezen van de raden tot gevolg heeft gehad, dat de tot stand gekomen administratieve beslissingen met machtsoverschrijding zijn genomen.
- 2° In de onderstelling dat de na advies van onregelmatig samengestelde raden genomen administratieve beslissingen voor vernietiging vatbaar zouden zijn, zouden zij niet door de artikelen 43 tot 45 van het ontwerp kunnen worden gevalideerd. De Koning is immers niet bevoegd om onwettige akten te onttrekken aan de bij artikel 9 van de wet van 23 December 1946 of bij artikel 107 van de Grondwet gestelde sancties.

Zelfs de sedert 1 Januari 1955 door de raden gegeven ~~adviezen~~ adviezen zouden niet door artikel 43 kunnen worden gevalideerd. Daarom zouden de syndicale raden en de personeelsraden opnieuw, en thans op regelmatige wijze op grond van de overgangsbepalingen, moeten worden geraadpleegd over de besluiten die nog niet zouden zijn genomen.

- 3° Nu is het mogelijk dat ten aanzien van deze akten de radicale sanctie van de nietigheid moet worden geweerd,

.../...

wegens het beginsel van de continuïteit van de openbare dienst, waarvan zowel de rechtspraak van het Hof van verbreking als die van de twee afdelingen van de Raad van State veelvuldige voorbeelden geven (zie bijvoorbeeld Verbr. 11 Juni 1953, Pas. 1953.I.787 en talrijke verwijzingen aangehaald op blz.788, voetnoten 2 en 3. Advies van de Raad van State van 17 Juni 1950 over een ontwerp van wet tot verlenging van het mandaat der consulaire magistraten. Parl.Doc.Kamer buitengew. zitt. 1950, nr 10 ; arrest Raad van State 26 Maart 1954, nr 3263, Verz.D.B., blz.312).

Een vrijwillige onthouding vanwege de overheid in afwachting van een wijziging in de reglementering kan echter niet met overmacht worden vereenzelvigd; minder nog is dit het geval met een nalatigheid vanwege de overheid (R.S.26 Augustus 1949, Verz.B.D., blz.177; 17 Juli 1952, nr 1763, Verz. B.D., 841 ; 30 October 1952, Verz.B.D., blz. 1090; 12 October 1954, nr 3710, Verz. B.D., blz. 846). Het staat niet vast dat in het onderhavige geval is voldaan aan alle vereisten om de vervallen mandaten als verlengd te kunnen beschouwen. Daarentegen kan worden betoogd, dat de overheden, aangezien de uitoefening van de verordenende bevoegdheid zelf niet mag worden lam gelegd, bij ontstentenis van regelmatig samengestelde syndicale raden van advies vrijgesteld waren van het raadplegen dezer raden, althans voor de spoedeisende besluiten. Het zou dan de afdeling administratie van de Raad van State zijn, die in voorkomend geval op beroep uitspraak zou moeten doen.

.../...

Zo de besluiten, genomen ingevolge adviezen van niet meer regelmatig samengestelde raden, toch geldig blijven, dan zijn zij dit uit zichzelf en heeft de in artikel 43 gestelde terugwerking geen nut.

- 4• De Raad van State meent er te moeten op wijzen dat, wanneer openbare ambten of mandaten in commissies tijdelijk worden toegekend, de administratieve overheden vóór het verstrijken van de bepaalde termijn de nieuwe benoemingen en aanwijzingen dienen te doen, zodat geen onderbreking komt in de uitoefening van de ambten of in de werking der commissies. Laten zij dit na, dan ontstaat rechtsonzekerheid en doen zich vele moeilijkheden voor, zoals het onderhavige ontwerp aantoont. Ambten met tijdelijk karakter nemen immers in beginsel van rechtswege een einde bij het verstrijken van de termijn. Hij die het ambt uitoefende is zelfs, op straffe van strafrechtelijke sanctie, verplicht er van af te zien (Strafwetboek artikel 262, tweede lid). Alleen bij een samenloop van uitzonderlijke omstandigheden kan worden aangenomen, dat de uitoefening van een ambt stilzwijgend wordt verlengd, zodat hij die er mede bekleed was kan voortgaan met het verrichten van geldige handelingen. Bovendien ontslaat de overweging, dat de miskenning van een wets- of reglementsbeplating niet door de nietigheid van de akte zou worden gesanctionneerd, de overheden niet van de verplichting zich naar deze bepaling te gedragen.

.../...

De in artikel 43 neergelegde overgangsbepaling kan dus alleen met het hierboven gemaakte voorbehoud worden aangenomen.

Anderzijds ware het raadzaam ze als een tweede lid in te voegen in het artikel dat de datum van inwerkingtreding van het besluit vaststelt.

Artikelen 44 en 45.

Zoals reeds gezegd, stellen de artikelen 44 en 45 drie verschillende data voor de inwerkingtreding van de ontworpen en de opheffing van de vroegere bepalingen :

- 1° een deel van de ontworpen bepalingen heeft uitwerking vanaf 31 December 1954;
- 2° een ander deel treedt in werking de dag waarop het besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt;
- 3° een derde deel treedt pas de dag van de eerste installatie van de door het ontwerp ingestelde syndicale raden en personeelsraden in werking.

De vroegere bepalingen worden, naar gelang van hun voorwerp op deze drie data opgeheven.

Het bezwaar is dat de bepalingen betreffende de opheffing en de inwerkingtreding, aldus opgevat, zeer ingewikkeld zijn. Sommige zijn bovendien onnodig, andere beantwoorden niet aan het beoogde doel.

.../...

Het spreekt immers van zelf, dat in de instellingen van openbaar nut waar het personeel nog geen syndicaal statuut heeft, de verplichting om het advies van de raden te vragen pas vanaf de eerste installatie ontstaat.

Anderzijds is het klaarblijkelijk de bedoeling van de Regering, sommige bepalingen met terugwerkende kracht tot 1 Januari 1955 toepasselijk te maken op de syndicale gemachtigden die niet krachtens het ontwerp maar krachtens het besluit van 11 Juli 1949 zijn erkend.

De Raad van State adviseert het opheffingsartikel dat hij in zijn advies van 1 Juni 1955 heeft voorgesteld, ongewijzigd te laten en de inwerkingtreding van het besluit te stellen op de dag van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, onder toevoeging van de nodige uitzonderingen.

Tekst door de Raad van State voorgesteld.

"Artikel 15.-

Aan de erkende syndicale organisaties wordt bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven van :

- 1° de datum der verkiezing;
- 2° de termijn bepaald voor het voordragen van candidaturen;
- 3° de datum waarop bij uitloting een rangnummer zal worden toegewezen aan de syndicale organisaties waarvan de candidatuur in aanmerking is genomen.

.../...

Artikel 16.-

§ 1. De syndicale organisaties die bij alle ministeries en in artikel 1,9°, genoemde instellingen van openbaar nu zijn erkend in de zin van artikel 2, 3°, worden van rechtswege als kandidaat aangemerkt, tenzij daarvan in de voor de kandidaatstelling voorgeschreven vormen en termijn afstand wordt gedaan.

Een oneven rangnummer, hetzelfde voor alle ministeries en instellingen, wordt hun bij een door de Eerste-Minister ingerichte uitloting toegewezen.

§ 2. De overige syndicale organisaties kunnen hun candidatuur voordragen bij de ministeries en instellingen waarbij zij sedert ten minste één jaar zijn erkend.

De akte van kandidaatstelling wordt door twee verantwoordelijke leiders van de organisatie ondertekend en bij een ter post aangestekende brief ter kennis van de Minister of van het orgaan van beheer gebracht.

Deze nemen alle candidaturen in aanmerking, die voldoen aan de respectievelijk in het eerste en in het tweede lid gestelde voorwaarden betreffende de grond en de vorm.

Zij wijzen bij uitloting een even rangnummer toe aan de syndicale organisaties waarvan de candidatuur in aanmerking is genomen.

.../...

Artikel 42.-

Bij overgangsmaatregel :

- 1° worden de syndicale organisaties, die bij de inwerking-treding van dit besluit sedert ten minste één jaar de in het besluit van de Regent van 11 Juli 1949 be-paalde erkenning hebben verkregen, van rechtswege er-kend en kunnen zij kandidaat zijn bij de in artikel 14 bedoelde eerste verkiezing;
- 2° de syndicale organisaties die bij de Interdepartemen-tale Syndicale Raad van advies een werkend lid of een gemachtigde met raadgevende stem hadden aangewezen, worden van rechtswege bij de gezamenlijke ministeries en in artikel 1, 9°, bedoelde instellingen van open-baar nut erkend en worden, behoudens afstand, ambtshal-ve als kandidaat bij voornoemde verkiezing aangemerkt.

Artikel 43.-

(Opheffingsartikel volgens tekst door de Raad van State voorgesteld in zijn advies van 1 Juni 1955).

Artikel 44.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De syndicale raden en personeelsraden ingesteld volgens de vroegere syndicale statuten en samengesteld zoals op 31 December 1954, oefenen de in die statuten omschreven werkzaamheid uit tot op de dag van de eerste installatie van de in artikel 4 van dit besluit genoemde syndicale raden en personeelsraden.

.../...

De artikelen 36 en 40 van dit besluit zijn vanaf 1 Januari 1955 toepasselijk op de syndicale gemachtigden die bij toepassing van de vroegere syndicale statuten zijn erkend".

1955-01-01 12:00:00

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter

J. COYETTE,	conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,

G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. HUBERLANT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. HUBERLANT, substituant.

LE GREFFIER - DE GENCASIER,

DE PARSEMENT - DE VOORZITTER,

(s) PIQUET.

(s) F. LEPAGE.